

Comprendre les motivations des consommateurs de pâtes alimentaires pour pérenniser la filière blé dur en France

18 décembre 2023

Dans un article paru dans [Économie rurale](#) en novembre 2023, trois chercheurs d'[Inrae](#) mesurent le consentement à payer (CAP) des consommateurs français pour des pâtes ayant des spécificités environnementales ou géographiques. Le CAP est défini comme « la somme additionnelle que le consommateur déclare être prêt à payer pour bénéficier d'un attribut supplémentaire du produit ». Après avoir mené une enquête auprès de 1 000 personnes, les auteurs ont utilisé la [méthode de l'évaluation contingente](#).

L'étude s'explique par les difficultés rencontrées par la filière blé dur française, à l'amont (concurrence avec d'autres productions moins risquées) comme à l'aval (marché mature à faible valeur ajoutée dont la production est concurrencée par des importations – pour mémoire, ces dernières assurent 65% de la consommation nationale de pâtes). Elle vise à fournir des éléments sur les préférences des consommateurs utilisables pour soutenir cette production en France. Elle complète des travaux similaires, plus nombreux, réalisés sur d'autres filières telles le vin, la viande, les fruits et légumes.

73 % des répondants se disent prêts à payer plus cher pour des pâtes produites régionalement ou en France, ce qui traduit un attachement au territoire de production et de transformation. Plus de 46 % indiquent qu'ils seraient prêts à dépenser plus pour des caractéristiques environnementales. L'étude présente ensuite les facteurs influençant positivement le CAP : l'engagement personnel des consommateurs sur des sujets environnementaux ou sociaux et leur localisation géographique. Tandis que le CAP diminue avec l'âge, il est peu influencé par le niveau de formation, la taille du foyer et la fréquence d'achat.

Les auteurs concluent sur la très bonne image dont bénéficient les pâtes (plus de 99 % de la population en consomme), tout en relativisant les résultats de l'étude, puisque l'aspect déclaratif pourrait engendrer des biais. Ils encouragent l'interprofession et les pouvoirs publics à mieux prendre en compte les attentes des consommateurs. Ils suggèrent aussi de renouveler les modes de gouvernance des standards de qualité et de travailler sur des innovations associant plusieurs acteurs, maillons ou produits (par ex. spécialités à base de légumineuses et de blé dur).

Amandine Hourt, Centre d'études et de prospective

Source : [Économie rurale](#)